

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Macri-gouverne-l-Argentine-par-decret-et-bafoue-le-pouvoir-legislatif>

Macri gouverne l'Argentine par décret et bafoue le pouvoir législatif

- Argentine -

Date de mise en ligne : vendredi 8 janvier 2016

Description :

Argentine. Macri, le nouveau président gouverne par décrets. Gouvernance néolibérale anti Kirchner. Absence de débat parlementaire. Destruction des emplois

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un mois de gouvernance de Mauricio Macri en Argentine, et la tension monte cran par cran. Le nouveau président argentin a imposé sa politique décrets après décrets, sans débat parlementaire. La politique argentine, le fonctionnement des institutions a fait un grand bond en arrière de plusieurs décennies.

Les DNU, décrets de nécessité et d'urgence, arme préférée de Macri pleuvent les uns derrière les autres ; ils couvrent tous les pans de la vie économique, sociale, culturelle, concernent y compris des questions stratégiques et s'imposent aux citoyens sans le moindre débat parlementaire.

Aucune session extraordinaire n'a été convoquée par le président, et vacances estivales obligent, le parlement ne reprendra son activité qu'en mars. Cette gouvernance à la hussarde n'est pas vraiment ce qu'on pourrait attendre d'une démocratie avancée selon les pseudos canons occidentaux ! Les partenaires européens de l'Argentine devraient s'en émouvoir, à commencer par la France alors qu'une visite du chef d'Etat français est programmée au premier semestre.

Dévoiement des institutions

Le parti de l'opposition FPV-PJ a dénoncé cet état de fait, le dévoiement des institutions de la République, appelant le nouveau président à convoquer le parlement en session extraordinaire pour débattre des mesures fondamentales. Deux des derniers DNU en date seront t-ils la goutte d'eau qui fait déborder le vase, en réformant la Loi des ministères, et le budget de l'éducation ?

Après la suppression du contrôle des changes, la levée des rétentions à l'exportation, celle des taxes à l'importation, la baisse de l'impôt sur les voitures de luxe et les bateaux de plaisance, la suppression des deux organismes indépendants, l'Afsca et l'Aftic en charge des médias et communications, la déréglementation du marché des hydrocarbures (avec la suppression de la *Comisión de Planificación y Coordinación Estratégica del Plan Nacional de Inversiones Hidrocarburíferas*), réduisant la présence de l'Etat dans la planification des investissements et l'octroi des permis d'exploration et d'exploitation, la suspension de l'application du code de procédure pénale, code qui avait été voté par les deux chambres il y a quelques mois, la tentative de nomination de deux juges à la Cour Suprême en passant outre les prérogatives du Parlement (contre laquelle deux avocats ont porté plainte pour abus de pouvoir), le transfert des écoutes à la Cour Suprême, contrairement à ce que prévoyait la loi d'intelligence nationale (renseignement) promulguée en mars dernier, la suspension de la communication des données de l'Indec (équivalent de l'Insee) pendant plusieurs mois... jusqu'au responsable de l'informatique de la présidence, de nationalité étasunienne, qui a fait l'objet d'un décret puisque la loi exigeait que cette fonction soit assumée par quelqu'un de nationalité argentine. Et hop, encore un DNU !

Le député Marcos Cleri du parti de l'opposition FPV-PJ a souligné dans un communiqué : « nous députés et sénateurs avons été élus en octobre pour garantir la liberté citoyenne, et c'est le devoir fondamental de tous les parlementaires de veiller au respect de la Constitution, des lois qui régissent des institutions créées par elle, questions qui sont violées quasiment tous les jours par le gouvernement de Macri, qui agit *de facto* ». Dès lors, est analysée la possibilité d'auto-convoquer le parlement, si le président refuse de convoquer une session extraordinaire : on peut s'inquiéter de ce mode de gouvernance qui ignore et bafoue le pouvoir législatif. On ne sait plus si les argentins sont assommés par la torpeur de la chaleur estivale ou par les coups de massue de la gouvernance Macri.

Un gouvernement de dirigeants d'entreprises

De plus, le président Macri a choisi comme membres de son gouvernement un aréopage de chefs d'entreprise, non des fonctionnaires ou des politiques de son bord : Le ministre de l'Energie et des mines, Juan José Aranguren, est l'ex CEO de *Shell Argentine*. Ainsi ministères et secrétariats d'Etat ont vu débarquer à leur tête les dirigeants de *Techint, General Motors, HSBC, Telecom, Grupo Clarín, LAN, Banco Galicia, Pan American Energy, JP Morgan, Citibank, Telefónica, Coca-Cola, Deutsche Bank, Farmacity y Axion*, notamment (voir tableau). La grande majorité d'entre eux n'ont aucune expérience de l'administration publique et ne sont pas des « commis » de l'Etat, on peut même se demander s'ils ont un sens de l'Etat, mais finalement doit-on être surpris puisque le gouvernement Macri se clame ouvertement comme étant l'ami des « marchés ».

A cela s'ajoute des milliers de licenciements dans les institutions publiques, 2000 au Sénat, cela va suivre dans plusieurs ministères- La ministre des Relations Extérieures admet être entrain de réviser 700 postes de travail-. Mais aussi dans organismes : ainsi le personnel de l'entité de régulation des médias, l'Afsca, de facto est à la rue puisque l'entité a été supprimée par décret, et après avoir interdit le bâtiment aux salariés ces dernier jours, ceux-ci ont été convoqués en rang, sous bonne garde de la police, au pied de l'immeuble pour qu'on annonce un à un, ceux qui conservaient leur poste, ceux qui étaient virés, sans aucune forme de discussion, de négociation...

Chasse aux sorcières et vieux démons

Certains membres du nouveau gouvernement ne cachent qu'il s'agit bien d'une chasse aux sorcières, kirchneristes ou autres... Ce n'est même plus une question politique de droite-gauche, néolibérale ou pas, c'est un rapt du vote démocratique. On peut penser qu'une partie de l'électorat de Macri a voté de bonne foi pour un changement, sans pour autant donner carte blanche à une captation de la vie politique par un exécutif omnipotent et peu respectueux des institutions de la République.

Les syndicats de la fonction publique se mobilisent face à cette vague massive de licenciements. La rentrée risque donc d'être tendue, Macri devra rendre des comptes aux salariés, à l'argentin de la rue : La menace à peine déguisée du ministre des finances Alfonso Prat-Gay en vue des prochaines négociations paritaires - « être raisonnable sur les augmentations de salaires pour préserver les emplois, ou demander davantage au risque de perdre des emplois » alors qu'il s'agit de compenser la perte de pouvoir d'achat après la dévaluation - n'a pas plu du tout, même à Hugo Moyano, le controversé patron d'une des cgt, pourtant allié de Macri contre Mme Kirchner : « qu'est ce qu'ils veulent ? Faire peur avec ça ? » a déclaré le syndicaliste.

Les risques de déstabilisation du pays sont grands face à un bras de fer éminent, et personne n'en sortira indemne, y compris une partie la classe moyenne qui a voulu le changement. Le changement certes, mais quelles mesures positives, favorisant la création d'emplois ou l'amélioration des conditions de vie a pris le nouveau gouvernement ? Jusque là c'est plutôt une opération de « déconstruction ».

La criminalisation des syndicalistes, des défenseurs des droits de l'homme, des représentants des mouvements sociaux, ...bref de ceux qui descendront dans la rue, risque de surgir comme première arme de la répression. Dans ce contexte, les vieux démons se sentent pousser des ailes, des groupements d'extrême droite se sont livrés à des actes répréhensibles notamment à Mar del Plata, mais non réprimés, d'autres ont réclamé la fin des procès contre les membres de la dictature civile-militaire, sans être démentis formellement.

Tout cela est à méditer par ceux qui, dans l'opposition avant le 10 décembre, brandissaient comme raison de leur vote, une meilleure « qualité institutionnelle » !

Macri gouverne l'Argentine par décret et bafoue le pouvoir législatif

| Nombre | Cargo | Donde trabajo |
|--------------------------|---|---|
| Susana Malcorra | Canciller | Telecom e IBM |
| Francisco Cabrera | Ministro de Producción | HSBC |
| Alfonso Prat Gay | Ministro de Hacienda | JP Morgan |
| Juan José Aranguren | Ministro de Energía | Shell |
| Mario Quintana | Secretario de Coordinación Interministerial de la Jefatura de Gabinete | Pegasus Capital y Farmacity |
| Gustavo Lopetegui | Secretario de Coordinación de Políticas Públicas de la Jefatura de Gabinete | LAN |
| Luis Caputo | Secretario de Finanzas | Deutsche Bank y JP Morgan |
| Marcos Ayerra | Presidente de la CNV | Biosidus y Chase Securities |
| Rocío Palestra | Directora CNV | Estudio Bruchou, Fernández Madero & Lombardi |
| Demian Reidel | Director del Banco Central | JP Morgan y Goldman Sachs |
| Horacio Tomás Liendo (n) | Director del Banco Central | ICBC |
| Mariano Flores Vidal | Gerente General del Banco Central | Thomson Reuters |
| Agustín Collazo | Subgerente general de operaciones del B. C. | Morgan Stanley |
| José Luis Sureda | Secretario de Recursos Hidrocarburos | Pan American Energy |
| Daniel Redondo | Secretario de Planeamiento Energético | Exxon-Esso |
| Sebastián Kind | Subsecretario de Energías Renovables | Pan American Energy |
| Pablo Popik | Subsecretario de Refinación y Comercialización | Axon |
| Hugo Balboa | Titular de Enarsa | Axon |
| David José Tezanos | Titular de Enargas | Metrogas, Wintershal Energía, Total Austral y TGS |
| Juan Garade | Titular del Enre | Edesur y Edenor |
| Ricardo Sericano | Director del Enre | Edenor |
| Miguel Angel Gutiérrez | Director de YPF | Telefónica y The Rotatyn Group |
| Carlos Felicas | Director de YPF | Telecom |
| Isela Constantini | Presidenta Aerolíneas Argentinas | General Motors |
| Mario Agustín Dell'Acqua | Titular de Intercargo | Techint |
| Guillermo Fiad | Administración de Infraestructuras Ferroviarias | Duke Energy, Shell, Metrogas y Bank Boston |
| Marcalo Ortiga | Operadora Ferroviaria | Aeropuertos Argentina 2000 y Grupo Monarca |
| Diego Kyburg | Administración de Infraestructuras Ferroviarias | Biomac, Logyt Sudamericana y L'Oreal, entre otras |
| Luis Ribaya | Director del Banco Nación | Banco Galicia |
| Alejandro Nigro | Presidente Nación Servicios | Citibank y HSBC |
| Alejandro Cavallero | Director de Nación Servicios | Citibank y HSBC |
| Juan Horacio Sarquis | Presidente de Nación Seguros | Banco Galicia |
| Gabriel Castelli | Secretario de Coordinación del Ministerio de Desarrollo Social de la Nación | Farmacity, ICBC y Loma Negra |
| Luis María Blaquier | Titular del FGS | Grupo Clarín, Goldman Sachs, Grupo Ledesma. |
| Miguel Angel Punte | Secretario de Empleo | Techint |
| Alejandro Cacetta | Presidente del Instituto Nacional de Cine y Artes Audiovisuales | Patagonik y Pol-ka |
| María Eugenia Talerico | Vice de la UIF | Abogada del HSBC |
| Natalia Zang | Subsecretaria de Evaluación de Proyectos con Financiamiento Externo de Jefatura de Gabinete | Farmacity |
| Rosendo Grobocopatel | Asesor de Jefatura de Gabinete | Los Grobo |
| Matías García Oliver | Subsecretario de Relaciones Institucionales de la Jefatura de Gabinete | DirectV |
| Guillermo Casanova | Director Nacional de Desarrollo Institucional de la Secretaría de Vivienda y Hábitat | Coca-Cola Femsa |

Fuente: Elaboración propia.

Estelle Leroy-Debiasi* pour [El Correo de la diaspóra](#)

* **Estelle Leroy-Debiasi** est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.

[El Correo de la diaspóra](#). Paris, le 8 janvier 2016

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.